

EMBARGO JUSQU'AU LUNDI 26 JUIN 2006 A 04:00 GMT

L'AK-47 : le tueur le plus populaire au monde

26 juin 2006

Introduction

Le fusil d'assaut Kalachnikov¹ est l'arme militaire la plus répandue au monde. On estime qu'entre 50 et 70 millions d'exemplaires sont répandus à travers les cinq continents. La Kalachnikov est utilisée quotidiennement par des soldats, des combattants et des bandes armées pour infliger des souffrances innombrables dans de nombreux pays. Ces armes continuent à être distribuées à grande échelle sans contrôle gouvernemental et représentent une menace pour la vie et la sécurité de millions de personnes lorsqu'elles tombent dans de mauvaises mains. Plus que jamais, la Kalachnikov est l'arme de prédilection de nombreuses armées, milices, bandes armées, services de sécurité, groupes rebelles et autres acteurs privés qui violent les droits humains de base et agissent en dehors des critères du droit international humanitaire tels que définis par les Conventions de Genève et autres législations internationales correspondantes.

Même si les Nations Unies et leurs Etats-membres ont pris des dispositions concrètes pour limiter la prolifération des armes de destruction massive nucléaires, biologiques et chimiques par le biais de traités internationaux et d'organismes de contrôle, l'outil numéro un utilisé aujourd'hui pour tuer et blesser des civils reste les armes légères, y compris les fusils d'assaut, qui touchent plus de pays que jamais auparavant. Le 26 juin 2006, la Conférence de Révision des Nations Unies sur le Commerce illicite des Armes légères commence à New York. Lors de cette conférence, les gouvernements ont l'opportunité de se mettre d'accord sur des contrôles efficaces et globaux visant à empêcher la propagation et le détournement des armes légères, y compris les fusils d'assaut comme l'AK-47. En octobre 2006, lors de l'Assemblée Générale des Nations Unies, les gouvernements devraient s'accorder pour négocier un nouveau traité international sur le commerce des armes afin de réguler les transferts internationaux de toutes les armes conventionnelles, y compris les fusils d'assaut militaires.

La prolifération des Kalachnikovs a entraîné l'utilisation de ces armes mortelles dans des cas de massacres, mutilations, viols, mauvais traitements et tortures et alimente des crimes violents dans des pays aussi divers que l'Afghanistan, la Grande-Bretagne, la République Démocratique du Congo (RDC), l'Irak, le Mexique, la Sierra Leone, les

Etats-Unis, le Venezuela et le Yémen. En l'absence d'un traité international réglementant la vente de telles armes et en l'absence d'un organisme international chargé de contrôler réellement les transferts d'armes légères, les fusils d'assaut Kalachnikov sont un véritable produit international vendu, entreposé et produit aujourd'hui dans plus de pays que jamais auparavant durant soixante ans d'existence.

Le fusil d'assaut Kalachnikov a été conçu pendant la Deuxième Guerre Mondiale et produit à l'origine sous le nom d'AK-47 pour être utilisé contre des armées conventionnelles par des soldats soumis à la loi militaire. Depuis lors, l'AK-47 a souvent été détourné de son objectif de base et fait aujourd'hui souvent partie d'un flux non organisé d'armes d'assaut aux conséquences désastreuses pour les populations civiles des pays en développement.

'On me demande souvent si je me sens coupable des souffrances humaines causées par les attaques menées avec l'AK-47. Je réponds que j'ai créé cette arme pour défendre la Patrie russe contre ses ennemis. Bien sûr, je me sens triste et frustré quand je vois des combats armés où mon arme est également utilisée pour des guerres prédatrices et des objectifs terroristes ou criminels. Mais ce ne sont pas les inventeurs qui doivent prendre la responsabilité finale de la destination des armes, c'est aux gouvernements de contrôler leur production et leur exportation.' ²

(General Kalachnikov, inventeur du fusil d'assaut AK-47)

A la fin de l'année 1998, des groupes rebelles de Sierra Leone porteurs de fusils d'assaut ont violé à plusieurs reprises Fatu Kamara sous la menace de leurs armes. Son mari a été torturé et tué sous ses yeux et sa fille a reçu une balle dans la tête. Le fusil d'assaut le plus utilisé lors des atrocités en Sierra Leone et au Liberia était l'AK-47.³

'Ma mère voulait que je la laisse en arrière mais c'était impossible pour moi. J'étais assise avec elle lorsqu'un rebelle m'a attrapé. Je me suis retournée et j'ai vu qu'ils étaient nombreux autour de moi, tous avec des fusils. Ils se sont disputés. Certains disaient qu'il fallait me tuer, mais j'ai reconnu un des soldats et je leur ai demandé de ne pas me tuer... Lorsqu'ils ont terminé de me violer, ils m'ont emmenée dehors et j'étais assise en train de pleurer lorsque tout à coup ils ont amené mon mari et ma fille. J'étais si choquée que j'en ai oublié ma propre douleur.'

(Fatu Kamara, 39 ans, habitante de Foredugu, District de Port Loko, Sierra Leone)

Un bref historique de la Kalachnikov

Les premiers fusils d'assaut Kalachnikov ont été inventés par Mikhail Timofeyevich Kalachnikov, un soldat en convalescence des blessures qu'il avait reçues au combat durant la Deuxième Guerre Mondiale. Sa première incarnation fut l'AK-47, nommé ainsi pour coïncider avec l'année de son entrée en service actif (1947) ⁴. Même si la production de l'AK-47 d'origine a fortement diminué à la moitié des années 50, des variantes modernes continuent à être produites dans de nombreuses parties du monde. On estime entre 50 et 70 millions le nombre de fusils d'assaut Kalachnikov répandus sur les cinq continents.

La Kalachnikov reste l'arme préférée de nombreuses forces armées, groupes rebelles et groupes armés en raison de sa fiabilité avérée et de sa disponibilité. L'AK-47 en particulier est robuste et facile à utiliser, avec un minimum de composants. Les AK-47

sont produits par dizaines de millions à travers le monde et ont été également livrés par millions à différents régimes pendant la Guerre froide, les rendant ainsi bon marché et faciles à trouver auprès de nombreuses sources. La production et la vente de munitions (7.62 x 39 mm) sont également florissantes, y compris des centaines de millions d'unités entreposées dans des stocks d'excédents aux quatre coins du monde. L'AK-47 est un fusil d'assaut militaire semi-automatique conçu pour être utilisé par des troupes d'infanterie très disciplinées et bien entraînées. Son utilisation dans des mains non entraînées et irresponsables est dangereuse et incorrecte : dans des zones peuplées, cette utilisation peut entraîner un véritable carnage dans la population civile. L'AK-47 peut tirer des coups uniques ou être réglé pour un tir automatique par le simple mouvement d'un levier situé près du mécanisme de détente. En mode automatique, l'AK-47 peut tirer à un rythme de 600 coups par minute tant que la détente reste pressée, même si son magasin ne peut contenir que 30 cartouches qui seront tirées en un peu plus de 3 secondes.

L'arme a une portée maximum de 800 à 1 000 mètres mais sa précision ne peut être garantie qu'en cas d'utilisation par un tireur aguerri jusqu'à une distance de 400 à 600 mètres ⁵. A des distances excessives (plus de 1 000 mètres), un fusil d'assaut peut encore causer des blessures graves à cause de l'effet mutilateur important sur le corps humain de balles instables à faible vitesse. En Afghanistan par exemple, le terrible effet "flottant" de la balle d'une Kalachnikov lorsqu'elle pénètre dans un corps humain se voit clairement dans les rues de Kandahar, Herat et Kaboul, où les blessures non mortelles entraînées par le mouvement de la balle dans la chair humaine ont produit des milliers de handicapés et de personnes amputées.⁶ En 1959, l'AK-47 a été modernisé par ses fabricants russes pour créer le modèle AKM, un peu plus léger et moins cher à produire. Une nouvelle variante a été introduite en 1974, l'AK-74, une version recalibrée de l'AKM permettant d'utiliser les nouvelles munitions de calibre 5,45 x 39 mm, l'équivalent russe de la cartouche standard 5,56 x 45 mm de l'OTAN⁷. La gamme la plus moderne des Kalachnikov est la série AK-100.⁸

Prolifération de la capacité de production de la Kalachnikov

On assiste dans le monde entier à une mauvaise utilisation généralisée et persistante des armes conventionnelles, et particulièrement des armes légères, causée en grande partie par l'échec des gouvernements à contrôler leur prolifération et leur utilisation. Les causes sous-jacentes de cette situation sont (i) l'absence de normes nationales, régionales et internationales et de procédures pour réglementer leur transfert et leur utilisation ; (ii) l'énorme dissémination internationale des capacités de production pour de nombreuses armes de ce type ; et (iii) la facilité à s'en procurer dans les surplus de nombreux types d'armes légères et de leurs munitions. Peut-être encore plus que tout autre type d'armes, les fusils AK et leurs munitions sont l'exemple-type de ce problème, partiellement en raison du déclin du Pacte de Varsovie à la fin des années 80 et au début des années 90, mais également à cause de l'extension de la production des fusils AK et de leurs variantes à la Chine et à d'autres pays, ce qui facilite la tâche des marchands d'armes peu scrupuleux, des forces armées irresponsables et des groupes non étatiques de se fournir de telles armes.

Selon plusieurs rapports, des variantes de fusils Kalachnikov sont produites dans au moins 14 pays : l'Albanie, la Bulgarie, la Chine, l'Allemagne, l'Égypte, la Hongrie, l'Inde, l'Irak, la Corée du Nord, la Pologne, la Roumanie, la Russie, la Serbie⁹, et plus récemment le Venezuela (voir ci-après). La technologie Kalachnikov a également été utilisée pour développer des types dérivés de fusil d'assaut fabriqués entre autres en Finlande, en Israël et en Afrique du Sud. A titre d'exemples, les Sako M60, M62 et M76

finlandais, les fusils d'assaut israéliens Galil ARM/AR et les R4 sud-africains sont tous basés en grande partie sur les principaux composants de l'AK-47.¹⁰

La Kalachnikov et les autres fusils d'assaut

Les fusils d'assaut AK font partie de l'arsenal de près de la moitié des armées du monde, ce qui en fait de loin le fusil le plus répandu et le plus utilisé au monde. C'est également l'arme de choix de pratiquement tous les groupes armés actifs sur tous les continents du globe. Les images d'organisations criminelles ou d'autres groupes armés les montrent presque toujours armés de fusils Kalachnikov.

Au moins 82 pays confirment la présence de fusils d'assaut AK ou dérivés dans leur arsenal officiel. Les autres fusils d'assaut les plus populaires sont le Heckler and Koch G3, provenant à l'origine d'Allemagne, et le FN Fal, provenant à l'origine de Belgique. Ceux-ci sont utilisés par environ 50 et 65 armées à travers le monde. On trouve ensuite le M-16 américain, actuellement utilisé dans 42 pays.¹¹ En termes de quantité effective de fusils d'assaut produits, l'AK dépasse à 10 contre 1 le M-16 produit aux Etats-Unis. Des estimations à l'échelle mondiale placent la production de fusils AK entre 50 et 70 millions d'exemplaires, même si des estimations de 100 millions ne sont pas chose rare. Par contre, la production mondiale des fusils d'assaut G3, le deuxième sur la liste, est estimée entre 15 et 20 millions d'exemplaires, et la production du M-16 est estimée entre 5 et 7 millions.¹²

Dans de nombreuses parties du monde, la demande pour les fusils d'assaut Kalachnikov reste forte, en grande partie parce que leur prix reste relativement bas. Contrairement au prix d'autres produits comme le pétrole, le gaz, le cuivre ou le zinc, le prix d'une Kalachnikov continue à diminuer en termes réels, ce qui contribue à sa prolifération dans des régions du monde frappées par la pauvreté. Le prix d'un dérivé de l'AK-47 varie en fonction du lieu de vente, de la qualité et de la quantité. Une Kalachnikov flambant neuve sortant d'une usine russe coûte environ \$240 en fonction du modèle et de la taille de la commande.¹³ En Afrique, un AK-47 peut être acheté pour environ \$30 dans les régions où l'offre est importante.¹⁴ Des milliers de Kalachnikov jordaniennes achetées par les Etats-Unis pour les forces de sécurité irakiennes ont été vendues à environ \$60 pièce.¹⁵ Pour des variantes d'AK-47 en provenance des stocks des Balkans, un acheteur européen paie entre \$50 et \$100 par fusil.¹⁶

Les nouveaux marchands de Kalachnikov

La dynamique des achats et des fournitures de Kalachnikov a fortement évolué depuis la fin de la Guerre froide. Des dizaines de milliers d'AK sont aujourd'hui achetées, transportées clandestinement et revendues par une nouvelle race d'intermédiaires. Des réseaux internationaux d'entreprises, d'agences gouvernementales et d'individus en Europe, au Proche-Orient, en Amérique du Nord et ailleurs sont impliqués, ajoutant de nouvelles armes aux millions de fusils d'assaut et autres armes légères actuellement en circulation. Ces intermédiaires sur le marché des Kalachnikov sont impliqués de manière croissante dans des chaînes d'approvisionnement complexes visant à fournir des fusils d'assaut AK-47 et leurs variantes dans le monde entier en recourant à des réseaux de courtage, des transporteurs de fret, des compagnies de transport, des comptes en banque off-shore et d'autres entreprises interconnectées. Des réseaux de livraison d'armes établis dans de nombreux pays sont responsables de la livraison de grandes quantités de ces armes dans des zones frappées par les conflits ou la

répression. Aujourd'hui, ces réseaux sont de plus en plus rejoints par certains gouvernements occidentaux et leurs associés du secteur privé qui pratiquent le commerce d'armes originaires des surplus des anciens pays du Pacte de Varsovie. Cette tendance permet de réfuter l'argument selon lequel le problème mondial de la prolifération et du mauvais usage des Kalachnikov est uniquement dû à l'échec de la Russie et de ses alliés militaires ainsi que de la Chine et de ses partenaires à contrôler la situation.

Ainsi, ces deux dernières années, un acheteur important de fusils Kalachnikov et des munitions correspondantes est le Ministère américain de la Défense. La force de maintien de la paix dirigée par l'UE en Bosnie-Herzégovine (EUFOR) et l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) affirment que plus de 35 000 fusils AK-47 et dérivés ont été transférés hors de Bosnie-Herzégovine et de Serbie Monténégro par une série d'entreprises privées agissant pour le compte du Ministère américain de la Défense en 2004 et 2005, et ce à destination de l'Irak. La force de l'OTAN (SFOR) et ensuite l'EUFOR en Bosnie-Herzégovine ont autorisé le transfert de telles armes et des munitions correspondantes vers l'Irak par le biais d'intermédiaires.¹⁷ Une quantité inconnue d'armes et de munitions de ce type ont également été transférées vers l'Afghanistan. Ces entreprises privées incluent un réseau d'opérateurs et d'agents maritimes qui opèrent à partir des Etats-Unis, de Grande-Bretagne, d'Allemagne, de Croatie, de Serbie, de Moldavie et de Suisse. Cette liste exclut les envois faits à partir d'Albanie, de Bulgarie, de Slovaquie, de Slovénie et d'Estonie, qui ont soit vendu soit donné des dérivés d'AK-47 destinés aux nouvelles forces de sécurité irakiennes et afghanes.¹⁸

Certaines livraisons américaines de Kalachnikov (prétendument à destination de l'Irak) ont été réalisées en recourant à une compagnie de charter aérien, Aerocom. Cette compagnie a participé dans le passé à un réseau de trafic d'armes qui a fourni des dizaines de milliers de dérivés d'AK-47 en provenance de Serbie au Liberia en 2002, en violation de l'embargo sur les armes des Nations Unies au Liberia, ce qui a contribué à certaines des pires atrocités armées et souffrances humaines de l'histoire moderne. Aerocom avait été engagé par l'entreprise publique d'armement yougoslave dans le cadre d'un contrat impliquant des faux Certificats d'Utilisateurs nigériens. Une fois en route, l'avion-cargo a modifié sa route vers le Liberia en utilisant de faux plans de vol pour cacher la véritable destination des armes. Ces fusils d'assaut ont été utilisés par les forces loyales à Charles Taylor pour commettre de terribles atrocités et des actes d'une cruauté inimaginable¹⁹, avec pour conséquence que la population civile vivait dans la peur constante de groupes armés dénués de toute discipline, qui ont tué, violé, pillé et recruté jusqu'à environ 21 000 enfants-soldats.

'Je travaillais à la ferme et j'ai entendu les soldats arriver lorsque mon père m'a dit de me cacher, mais j'ai été capturé. Les soldats m'ont ligoté, m'ont battu et m'ont emmené. Il y avait beaucoup de petits garçons à Lofa, plus que les adultes. Beaucoup ont été tués par des balles et des roquettes. Ils m'ont donné une arme et m'ont expliqué comment l'utiliser... J'avais un AK-47, les adultes utilisaient des RPG (lance-grenades) et d'autres armes plus grosses. J'ai tiré avec mon fusil mais je ne sais pas si j'ai tué quelqu'un. Sur la route, les soldats ennemis sont arrivés et j'ai essayé de m'enfuir mais j'ai été touché à la jambe. Quatre personnes ont été blessées et plusieurs autres sont mortes durant l'attaque. Les soldats gouvernementaux sont venus et m'ont emmené à l'hôpital de Phebe... Ma jambe a été amputée... Je veux aller à l'école et lancer mon propre petit commerce.'²⁰

(J.K., un garçon de 14 ans originaire de Bong Count, au Liberia, a été capturé par les anciennes forces gouvernementales en juin 2003)

La Grande-Bretagne est également un centre de stockage et de distribution pour les Kalachnikov en provenance des Balkans. En mai 2006, on a découvert que plus de 20 000 Kalachnikov ont été importées en Grande-Bretagne par trois entreprises britanniques : York Guns, Jago (UK) Ltd, et Procurement Management Services Ltd.²¹ Des documents rédigés par la force de maintien de la paix EUFOR en Bosnie montrent que ces trois entreprises britanniques liées les unes aux autres ont été impliquées dans l'acquisition de milliers d'armes provenant des stocks bosniaques. Un des directeurs de Jago est le propriétaire de Transarms, un marchand d'armes allemand qui vend de grandes quantités de munitions pour AK-47 et d'autres produits. Etant donné que de telles armes à vocation militaire ne peuvent pas être vendues sur le marché britannique des particuliers (la loi britannique interdit la possession privée d'un fusil AK-47), on suppose que ces armes sont destinées à une réexportation. Le responsable de York Guns a nié avoir acheté les fusils Kalachnikov en Bosnie.

Le coût humain

Les fusils d'assaut Kalachnikov ont été utilisés pour tuer, blesser et infliger d'énormes souffrances dans de nombreux pays aussi divers que l'Afghanistan, la Grande-Bretagne, la République Démocratique du Congo (RDC), l'Irak, le Mexique, la Sierra Leone, les Etats-Unis, le Venezuela et le Yémen.

Dans les régions africaines frappées par les conflits armés et la répression, les fusils Kalachnikov se sont créés une réputation de destructions massives et de terreur. La mauvaise utilisation massive de ces fusils d'assaut par des combattants irresponsables et mal entraînés a causé directement ou indirectement des millions de morts en Angola, au Tchad, en RDC, au Libéria, au Mozambique, en Sierra Leone, en Somalie, au Soudan, en Ouganda et ailleurs. En RDC par exemple, les dirigeants de milices ont exploité la légèreté et la simplicité relatives de l'AK-47 pour équiper bon nombre de leurs 30 à 35 000 enfants-soldats, dont beaucoup ont été victimes d'abus sexuels commis par leurs commandants et forcés de tuer ou d'assister à des atrocités.²²

*'Il nous a ordonné de piller tout ce qu'ils avaient, de les chasser et de détruire leurs maisons... notre commandant nous a donné l'ordre de tuer qui compte résisterait. Il m'a ordonné personnellement de le faire et a dit à deux autres soldats de me surveiller et de me tuer si je refusais d'obéir. J'ai donc tiré sur ces personnes et je les ai tuées. Ils m'ont amené une femme et ses enfants et j'ai dû les mettre dans un trou et les enterrer vivants. Ils criaient et me suppliaient de les épargner et de les relâcher. J'avais pitié d'eux mais j'ai regardé par-dessus mon épaule et j'ai vu les deux soldats qui me regardaient. Je me suis dit : "Si je les épargne, ces soldats vont me tuer." J'ai donc continué et j'ai enterré cette femme et ses enfants vivants pour sauver ma propre vie.'*²³

(Olivier a débuté sa vie d'enfant-soldat à l'âge de 11 ans en RDC)

On estime qu'entre 50 et 60 pourcent des armes utilisées dans ce conflit sont des AK-47 ou des dérivés. En novembre 2005, des chercheurs de Control Arms ont enquêté sur l'origine de 1 100 armes collectées par des casques bleus en RDC. Une partie significative a été identifiée comme des dérivés d'AK 47 de type 56 chinois et on a identifié dix autres dérivés de Kalachnikov, fabriqués en Egypte, en Roumanie, en Bulgarie, en Serbie et en Russie.²⁴

Outre l'Afrique, les mauvaises utilisations des fusils Kalachnikov sont omniprésentes dans de nombreuses parties du monde, contribuant aux conflits, à la délinquance et à la pauvreté. A Novo Laredo, une ville mexicaine proche de la frontière avec les Etats-Unis, plus de 100 personnes ont été tuées lors d'opérations attribuées à un cartel de la drogue rien qu'en 2005. La majorité des victimes ont été tuées par des Kalachnikov. 'Pour les narcotrafiquants, l'AK-47 est comme un porte-bonheur', a déclaré un responsable de la police mexicaine. Dans le Nord du Mexique, l'AK est appelé la "corne de chèvre" en raison de son magasin courbé par les barons de la drogue et leurs soldats, qui l'utilisent pour tuer rivaux, officiers de police et témoins.²⁵ En Grande-Bretagne, un fusil d'assaut AK a été utilisé pour massacrer 17 civils à Hungerford en 1987, ainsi que pour le meurtre lié à une guerre des gangs de David King en 2003.²⁶ Aux Etats-Unis, cette arme a été utilisée pour assassiner des employés du gouvernement à l'extérieur du quartier-général de la CIA à Langley, en Virginie. Le 25 janvier, un individu a ouvert le feu avec un fusil d'assaut AK-47, tuant deux personnes et en blessant trois autres. Entre 1998 et 2001, selon des données du FBI, plus de 1 officier de police sur 5 tué en service a été tué par un fusil d'assaut et plus de 800 responsables policiers ont soutenu la campagne visant à interdire aux civils de se procurer des fusils d'assaut.²⁷

Les abus systématiques ont été particulièrement forts en Afghanistan, où des centaines de milliers d'armes ont été fournies ces trente dernières années par l'ex-Union Soviétique, les Etats-Unis, le Pakistan, l'Iran, l'Inde, l'Arabie Saoudite et d'autres à des milices, des seigneurs de la guerre et des armées.²⁸ Au Yémen, des Kalachnikov ont été utilisées pour massacrer des écoliers,²⁹ alors que des enfants qui auraient dû être à l'école ont utilisé des Kalachnikov pour massacrer des adultes au Liberia et en Sierra Leone.

Le chaos et le carnage causés par la mauvaise utilisation de fusils d'assaut militaires ne sont nulle part démontrés plus clairement que par la situation actuelle en Irak. Les morts violentes augmentent sensiblement à Bagdad et les conflits et attaques d'insurgés ont coûté la vie à au moins 25 000 civils à travers l'Irak³⁰. Les fusils d'assaut Kalachnikov et leurs munitions sont facilement disponibles. Lorsque le gouvernement de Saddam Hussein a été renversé en 2003, on estimait à environ 20 millions le nombre d'armes, en grande partie des AK-47 et dérivés, présentes en Irak. Des milliers d'armes supplémentaires sont entrées dans le pays depuis le début de l'occupation militaire par les Etats-Unis et leurs alliés. Même si une grande partie de ces violences est menée avec des bombes et d'autres types d'armes, la prolifération des fusils Kalachnikov dans des mains irresponsables et mal entraînées en Irak est un facteur de grande importance.

L'ONG Doctors for Iraq fait état d'une augmentation massive du nombre de patients blessés par balles à Bagdad. Selon l'ONG, les victimes sont principalement des hommes entre 18 et 45 ans et la plupart sont tués ou blessés par des tirs d'arme automatique à courte distance. On estime également à environ 150 le nombre de médecins qualifiés assassinés depuis 2003.³¹ Près de trois ans après l'invasion de l'Irak par les Etats-Unis et leurs alliés, la situation du pays en matière de droits humains reste désespérée. Des abus généralisés liés au conflit toujours en cours, y compris des cas de tortures et de mauvais traitements et des attaques par des groupes armés, continuent sans faiblir. En outre, plusieurs familles irakiennes ont maintenant été forcées de quitter leurs maisons par crainte - le Ministère irakien des Déplacements et des Migrations a déclaré récemment qu'environ 10 000 familles ont quitté leur foyer suite aux tueries à caractère religieux en cours.³²

Le futur de la Kalachnikov

Avec la production de nouvelles variantes, dont la nouvelle série russe AK-100, la demande de fusils Kalachnikov restera probablement forte dans le futur, surtout maintenant que de nombreux fabricants proposent également l'arme au calibre OTAN pour les marchés d'exportation. De nombreux éléments laissent à penser que le fusil d'assaut Kalachnikov de calibre 7,62 x 39 mm restera le fusil d'assaut militaire de prédilection dans de nombreuses parties du monde pour au moins encore deux décennies, et probablement plus longtemps encore.

Le Venezuela a récemment signé des contrats de production pour de grandes quantités de Kalachnikov. En juin 2005, Jane's Defence a rapporté que le Venezuela avait commandé 100 000 fusils d'assaut Kalachnikov AK-103 pour un montant de 54 millions de dollars. Les termes du contrat comprenaient également l'assemblage des armes au Venezuela, ajoutant ainsi un autre centre de production pour la Kalachnikov, le premier sur le continent américain.³³ En juin 2006, on a rapporté la livraison d'une première cargaison de 30 000 armes. Ce contrat a suscité la controverse aux Etats-Unis car le gouvernement américain estime que les armes produites au Venezuela pourraient terminer entre les mains de rebelles colombiens.³⁴ Dans le passé, des Kalachnikov ont été fournies aux rebelles colombiens à partir de la région même. En 1999, dans le cadre d'un contrat impliquant des responsables péruviens corrompus, plus de 10 000 dérivés d'AK-47 transférés de Jordanie ont été détournés au profit de la guérilla FARC (Forces Armées Révolutionnaires de Colombie), connue pour des violations graves des droits humains.³⁵

La production de fusils d'assaut n'a jusqu'à présent pas été contrôlée efficacement, particulièrement celle des deux fusils d'assaut les plus répandus et les plus régulièrement mal utilisés, l'AK-47 et ses variantes et le G3. Ces deux armes font l'objet d'une production internationale très étendue par le biais d'accords de production sous licence en grande partie incontrôlés et, dans le cas de l'AK-47, également par le biais d'une production sans licence. La prolifération de ces capacités de production a été autorisée à l'origine par les gouvernements russe et allemand, où la technologie a débuté et où ces fusils étaient fabriqués, mais de plus en plus de gouvernements ont été impliqués par la suite. Pour de nombreux fabricants de variantes et de dérivés de l'AK, il n'y a souvent pas le moindre accord de production³⁶. Une nouvelle capacité de production a souvent entraîné la création de stocks de surplus de fusils d'assaut plus anciens et ces stocks deviennent la source de nouvelles fournitures bon marché et mal régulées sur le marché mondial en extension.

Plusieurs éléments laissent fortement à penser qu'une régulation internationale plus efficace de la production d'armes sans licence et des contrats de production d'armes sous licence doit être une priorité, tout comme des contrôles internationaux, régionaux et nationaux stricts et efficaces des transferts d'armes proprement dits, en fonction des obligations existantes pour chaque Etat selon le droit international en la matière. De telles mesures sont indispensables pour éviter que ces fusils d'assaut mortels tombent dans les mauvaises mains.

Conclusions et recommandations

La prolifération et la disponibilité des AK-47 et des fusils d'assaut similaires partout dans le monde plus que toute autre arme légère continuent à provoquer des souffrances énormes sans espoir d'amélioration en vue. Les fusils d'assaut militaires

sont conçus comme des armes de champ de bataille. Ils ne sont pas conçus pour être utilisés comme des instruments normaux de maintien de l'ordre et ne devraient pas pouvoir se retrouver entre les mains de civils. Le risque de tueries et de blessures augmente fortement lorsque des bandes utilisent des armes à feu automatiques ou semi-automatiques à destination militaire qui peuvent tirer de nombreux coups en succession rapide. Les balles tirées par de nombreux types d'armes d'assaut sont conçues pour traverser le corps humain et d'autres structures et constituent donc un risque plus élevé pour les passants. Tous les Etats doivent donc agir avec la diligence nécessaire pour limiter l'accès aux fusils d'assaut et garantir les normes les plus élevées possibles dans la gestion, le transfert et l'utilisation de ces armes.

Selon le droit international humanitaire défini entre autres par les Conventions et Protocoles de Genève, tous les gouvernements ont le devoir de garantir que leur personnel militaire n'utilise pas de fusils d'assaut ou d'autres armes pour cibler des civils ou pour des attaques sans distinction. En outre, les circonstances dans lesquelles les responsables du maintien de l'ordre utilisent la force, et le degré de force qu'ils peuvent utiliser, devraient être réglementés par des lois, des réglementations et des procédures d'entraînement strictes conformes aux normes internationales en matière de droits humains. A l'heure actuelle, tous les gouvernements ont le devoir de garantir que cette utilisation soit conforme au Code de Conduite des Nations Unies pour les Responsables de l'Application des Lois et aux Principes de base des Nations Unies sur le Recours à la Force et l'Utilisation d'Armes à Feu. Ces normes devraient s'appliquer à toutes les personnes chargées de faire appliquer les lois, entre autres la police, les services d'immigration, les douanes et autres services de sécurité, les garde-frontières et parfois le personnel paramilitaire et militaire, pour autant qu'ils aient reçu des pouvoirs spéciaux leur permettant d'utiliser la force et des armes à feu si nécessaire. Cette condition est essentielle si ces services sont équipés de fusils d'assaut comme l'AK-47, qui entraînent un risque beaucoup plus élevé pour la population civile que les armes à feu traditionnelles des services de police.

Les énormes souffrances causées par des fusils d'assaut et d'autres armes légères continueront tant que les gouvernements ne parviendront pas à faire appliquer de telles normes en matière de droits humains et qu'ils autoriseront le transfert de telles armes et de leurs munitions vers des forces armées mal entraînées et irresponsables. Ces souffrances continueront tant qu'ils permettront à des trafiquants d'armes d'approvisionner des criminels ou des groupes rebelles coupables d'atrocités et d'abus contraires à l'Article 3 des Conventions de Genève. La situation deviendra même pire si les surplus massifs de Kalachnikov et d'autres fusils d'assaut et leurs munitions ne sont pas détruits et si l'extension à l'échelle mondiale des installations de production se poursuit sans encombre avec aussi peu de contrôle efficace.

Plusieurs éléments laissent à penser que la production sous licence à l'étranger de systèmes d'armement conventionnels, entre autres de fusils d'assaut, va continuer à augmenter. La multiplication des sources d'approvisionnement dans de nombreuses parties du monde rend impératif un contrôle efficace des installations de production et des stocks de surplus si l'on veut sauver des vies. Les gouvernements ne parviendront pas à mener cette tâche à bien sans établir des normes internationales et des mesures de coopération, y compris le développement de normes internationales efficaces en matière de transfert d'armes. De telles normes sont cruciales pour garantir que tous les fabricants et exportateurs adhèrent aux mêmes règles.

Quatre mesures spécifiques que les gouvernements devraient prendre pour aborder ce problème pourraient représenter un pas en avant permettant de sauver de nombreuses vies. Ces mesures devraient être prises sans le moindre délai :

1. Adoption de normes internationales strictes pour les transferts d'armes. Les gouvernements doivent adopter un nouvel ensemble de règles pour les transferts d'armes et de munitions lors de la Conférence de révision du Programme d'action de l'ONU sur les armes légères de 2001 en juin/juillet 2006 à New York. En outre, lors de l'Assemblée Générale des Nations-Unies en octobre 2006, les gouvernements doivent décider de lancer les négociations relatives à un nouveau Traité international sur le Commerce des Armes couvrant toutes les armes conventionnelles. Les deux accords doivent être basés sur les principes fondamentaux du droit international et interdire les transferts d'armes et de munitions vers des utilisateurs qui risquent de les utiliser pour des violations graves des droits humains, des infractions graves au droit international humanitaire, des crimes contre l'humanité, des actes de génocide ou d'autres abus graves qui violent les obligations existantes des Etats, comme le décrivent les Principes Généraux dans l'Annexe 1 de ce rapport. Pour être efficace, le développement de normes internationales et nationales minimales doit s'accompagner d'un renforcement des contrôles nationaux sur la production, les transferts, le stockage et l'utilisation de fusils d'assaut et d'autres armes légères et de leurs munitions.

2. Contrôle de la production sous licence. Tous les accords internationaux de production d'armes et de munitions délivrées sous licence par des entreprises devraient être étudiés au préalable et au cas par cas par les gouvernements concernés avant d'être autorisés. Par ailleurs, aucune autorisation de production d'armes sous licence ne devrait être accordée si le risque existe que des transferts en provenance d'installations de production à l'étranger soient utilisés en violation des obligations des Etats au regard du droit international ou d'autres normes importantes, en matière de non-prolifération telles que précisées dans les Principes Généraux (voir Annexe 1). En outre, aucune production sous licence ne devrait être autorisée sans un accord contraignant au niveau légal dans tous les cas, concernant les plafonds de production et les destinations d'exportation autorisées pour le produit. Toute exportation vers un utilisateur final non cité dans l'accord de base de production sous licence doit faire l'objet d'une autorisation préalable du fournisseur de la licence et de son gouvernement national.

3. Sécurisation des stocks existants. Tous les Etats devraient garantir les normes les plus élevées pour la gestion et la sécurité des stocks d'armes et de munitions. Les gouvernements devraient développer et adopter sans délai des normes minimales communes pour la sécurité de ces stocks, y compris un entreposage sûr et sécurisé des armes et des munitions et une gestion précise des inventaires avec des numéros de série sur chaque arme présente dans le stock. Les surplus de stocks de ces armes devraient être détruits. Ce principe avait été inclus par les gouvernements dans le Programme d'action de 2001 des Nations Unies sur les armes légères. Depuis lors, la plupart des gouvernements semblent choisir d'accorder uniquement la priorité à la destruction des surplus dangereux ou inutilisables tout en continuant à transférer des quantités variables d'armes en surplus de leurs stocks, y compris des fusils d'assaut. Dans certains cas, les transferts effectués à partir des stocks d'armes et de munitions ont été énormes. Lors de la Conférence d'Examen de 2006, les gouvernements devraient réaffirmer leur engagement à détruire les stocks d'armes légères en surplus pour éviter la prolifération de telles armes et aider à réduire le risque qu'elles tombent dans de mauvaises mains. Un financement et des capacités techniques internationales seront nécessaires pour y parvenir. Dans ces domaines, les Etats devront fournir des efforts plus importants pour empêcher les marchands, les trafiquants et les intermédiaires de livrer de telles armes dans des régions où elles risquent d'alimenter

des conflits, de nuire au développement durable et de contribuer à d'innombrables violations des droits humains.

4. Lutte contre la demande pour de telles armes. Les gouvernements doivent également augmenter leurs efforts visant à réduire la demande pour les fusils d'assaut et autres armes légères. Ceci nécessite plusieurs mesures fondamentales intégrées, en premier lieu la réforme des agences chargées de l'application de la loi et des forces militaires afin de garantir qu'elles répondent aux normes en matière de droits humains internationaux et de droit international humanitaire et qu'elles représentent et soutiennent l'ensemble de la communauté. De telles réformes renforceront la confiance du public en matière de sécurité et permettront aux gouvernements et aux organisations internationales de mieux intégrer les programmes de collecte d'armes dans leurs stratégies de construction de la paix, aussi bien les programmes de désarmement dans les périodes immédiates d'après-conflit que les projets à plus long terme destinés à mettre le plus possible de surplus, d'armes illégales et de munitions à l'abri d'utilisateurs incompetents. De tels programmes de désarmement devraient être conçus pour bénéficier à l'ensemble de la communauté, et les programmes de collecte d'armes devraient prévoir la participation de toutes les personnes concernées dans les communautés affectées, y compris les dirigeants politiques et traditionnels, les entreprises, les syndicats, le monde religieux, les médias, les groupes de jeunes et de femmes, ainsi que les autorités locales et les agences chargées de l'application des lois. Plus la participation est large, plus le programme a de chances de bénéficier de la confiance du public et de légitimité.

Dans la mesure du possible, les collectes d'armes devraient être organisées autour de stimulants non financiers, comme des programmes "armes contre développement". Les gouvernements et les autorités locales, en partenariat avec la société civile et la police, devraient développer des programmes participatifs de sécurisation de la communauté promouvant des méthodes pratiques pour mettre fin à la violence découlant de la prolifération et du mauvais usage des armes à feu.

Il n'est pas possible de mettre un terme à la prolifération des fusils d'assaut et autres armes à feu parmi les populations civiles tant que les gouvernements ne rendent pas obligatoire dans la loi et dans la pratique l'obtention d'un permis avant d'acheter une arme à feu. Conformément aux bonnes pratiques dans le monde entier, un permis de port d'arme pour usage privé ne devrait être accordé par un gouvernement que conformément à des critères stricts excluant l'attribution d'un permis à des individus connus pour des faits de violence domestique ou publique, et en tenant compte des raisons avancées pour la demande de permis, du contexte dans lequel la demande est introduite et du risque de mauvaise utilisation. Les Etats devraient interdire la possession privée d'armes d'assaut à usage militaire, y compris les AK-47, dans tous les cas autres que des circonstances vraiment exceptionnelles offrant néanmoins des garanties en matière de respect des droits humains.

¹ L'AK-47 est le numéro de modèle donné au fusil d'assaut original. Il a été amélioré en Russie et des variantes sont fabriquées dans de nombreux autres pays du monde. Les fusils de la famille AK sont souvent appelés Kalachnikov en référence à l'inventeur de l'AK-47, le Lieutenant-Général Mikhail Kalachnikov.

² Interview donnée à la campagne Control Arms, juin 2006.

-
- ³ Voir 'The call for tough arms controls: voices from Sierra Leone', Campagne Control Arms, janvier 2006.
- ⁴ Voir Jane's Infantry Weapons 2006–2007, édité par Richard D. Jones et Leland Ness, p.203.
- ⁵ *Op cit.*, Jane's Infantry Weapons 2006–2007.
- ⁶ 'An Experience of War Surgery and Wounds Presenting After 3 Days on the Border of Afghanistan', par R. M. Coupland et P.R. Howell, 1998, *Injury* 19:259–62.
- ⁷ Voir <http://world.guns.ru/assault/as02-e.htm>.
- ⁸ En tant qu'arme d'infanterie destinée au champ de bataille, la Kalachnikov répond bien aux spécifications de précision pour les fusils d'assaut. Sa réputation de mauvaise précision peut être attribuée à sa mauvaise utilisation généralisée plutôt qu'à un défaut de production ou de conception de l'arme elle-même. De nombreux groupes armés qui utilisent des armes AK sont mal entraînés. Un autre élément est la qualité généralement mauvaise des munitions, souvent très vieilles et en provenance d'énormes stocks de surplus en Europe de l'Est et ailleurs.
- ⁹ Les principales variantes de la Kalachnikov sont : Type A, B, et C albanais ; AR-M1 et AR-SF bulgares ; type 65 chinois ; AKM-63 et AMD-65 hongrois ; Tabuk irakien ; type 58 et 68 nord-coréen ; AKM Kainek et Tantal polonais ; AKM 63 et 65 roumains, et Zastava M70 serbe. Pour plus d'informations, voir Jane's Infantry Weapons 2006–2007 ; <http://world.guns.ru/>; [kalashnikov.guns.ru/](http://www.kalashnikov.guns.ru/); and <http://www.ak-47.us/>.
- ¹⁰ *Ibid.*; voir également <http://world.guns.ru/>, [kalashnikov.guns.ru/](http://www.kalashnikov.guns.ru/) et <http://www.ak-47.us/>
- ¹¹ *Ibid.*, voir National Inventories section, pages 871 à 885.
- ¹² Interview par téléphone avec un spécialiste des fusils d'assaut, 26 mai 2006. La campagne Control Arms voudrait remercier le National Firearms Resource Centre, en Grande-Bretagne, pour son assistance dans la rédaction de ce rapport.
- ¹³ 'Rip-off Kalashnikov Clash', *New Scientist*, 31 juillet 2004.
- ¹⁴ 'From the Factory to the Firing Line: the story of one bullet', par David Pratt, *Sunday Herald*, 9 octobre 2005. Voir également 'The Little Weapons of Mass Destruction', par Pamela Bone, *The Age*, 22 février 2003.
- ¹⁵ 'Who's a Pirate? Russia points back at the US', by C.J. Chivers, *New York Times*, 26 juillet 2004.
- ¹⁶ Estimations fournies par EUFOR et des sources proches du Ministère de la Défense de la Serbie et du Montenegro.
- ¹⁷ Autorisations d'exportations d'armes par l'EUFOR pour des transferts d'armes bosniaques à destination du Burundi, de la Guinée et de l'Ouganda, non publiés, visionnés par Amnesty International.
- ¹⁸ Voir 'Dead on Time – arms transportation, brokering and the threat to human rights', rapport d'Amnesty International, 10 mai 2006, chapitre 8.
- ¹⁹ Voir Lettre au Secrétaire Général des Nations Unies, rapport relatant l'embargo sur les armes au Libéria, 24 avril 2003, s/2003/498.
- ²⁰ 'Liberia: the promises of peace for 21,000 child soldiers', Rapport d'Amnesty International, 17 mai 2004, AFR 34/006/2004.
- ²¹ Voir http://news.bbc.co.uk/2/hi/programmes/file_on_4/5006196.stm, documents commerciaux et correspondance e-mail mis à la disposition de la Campagne Control Arms.
- ²² Voir Amnesty International, '[Democratic Republic of Congo: Alarming resurgence in recruitment of children in North-Kivu](#)' [AFR 62/009/2006], 31 mars 2006 ; Amnesty International, '[Democratic Republic of Congo: North-Kivu: Civilians pay the price for political and military rivalry](#)' [AFR 62/013/2005], 28 septembre 2005 ; Amnesty International, '[Democratic Republic of Congo: arming the east](#)' [AFR 62/006/2005], 5 juillet 2005 ; et Amnesty

International, 'Democratic Republic of Congo: Public appeal: Still under the gun: More child soldiers recruited' AFR 62/009/2004], 1er juin 2004.

²³ 'DR Congo: Child soldiers tell their stories', témoignages de Amnesty International, 9 septembre 2003, AFR 62/038/2003.

²⁴ *Ibid.* A partir de numéros de série et d'autres éléments, l'origine des armes a été déterminée par le National Firearms Centre britannique en décembre 2005.

²⁵ 'Guns flow easily into Mexico from the US', par Hector Tobar, *The Los Angeles Times*, 8 janvier 2006.

²⁶ Voir <http://www.timesonline.co.uk/article/0,,2-1752747,00.html>.

²⁷ Voir <http://www.bradycampaign.org/facts/faqs/?page=awb>.

²⁸ *Ghost Wars – The Secret History of the CIA, Afghanistan and Bin Laden, from the Soviet Invasion to September 10, 2001*, Steve Coll, Penguin 2005; *Charlie Wilson's War: The Extraordinary Story of the Largest Covert Operation in History*, George Crile, Blackstone 2004.

²⁹ "Gunman attacks school in Southern Yemen, kill eight." AP Press, 30/07/2003

³⁰ '25,000 civilians killed in Iraq', BBC World Service, 19 juillet 2005.

³¹ Informations fournies par Doctors for Iraq à Oxfam, juin 2006.

³² 'Ten thousand Iraqi families displaced by violence: official', Agence France-Presse, 13 avril 2006.

³³ *Jane's Defence Weekly*, 15 juin 2006.

³⁴ Voir 'Chávez in Russia Deal to Build Gun Factory', *Financial Times*, 6 juin 2006.

³⁵ 'US Shrugged off Corruption, Abuse in Service of Drug War', The Centre for Public Integrity, disponible sur <http://www.publicintegrity.org/report.aspx?aid=257>.

³⁶ 'Russia wants control over Kalashnikov brand', BBC Monitoring Former Soviet Union, 28 avril 2006.

Annexe 1 : Principes généraux régissant les transferts d'armes

Compilation des principes généraux régissant les transferts d'armes

Les principes suivants regroupent les obligations existantes des Etats dans le cadre des lois internationales dans le respect des normes sur les transferts d'armes internationaux. Ils sont proposés par un groupe de différentes ONG.³⁷ Ces principes reflètent de nombreux instruments internationaux de différente nature : traités universels, traités régionaux, déclarations des Nations Unies, organisations multilatérales ou régionales et normes destinées à servir de modèle pour des législations nationales, etc.

Certains des principes reflètent des éléments liés au droit coutumier de certains pays alors que d'autres reflètent des législations en développement ou des bonnes pratiques largement acceptées. Cet ensemble indique aux Etats les meilleures règles à adopter afin d'établir un contrôle efficace des transferts internationaux de toutes les armes conventionnelles selon les règles édictées par la loi et en respectant le droit des Etats à la légitime défense et à faire appliquer la loi selon les normes internationales.

Premier principe : les responsabilités des Etats

Tous les transferts d'armes internationaux doivent être autorisés par tous les Etats dont la juridiction s'étend sur n'importe quelle partie du transfert (y compris l'importation, l'exportation, le transbordage et le courtage) et doivent être réalisés conformément aux lois et procédures nationales qui doivent refléter, au minimum, les obligations des Etats au regard du droit international. L'autorisation de chaque transfert doit être accordée par les responsables désignés de l'Etat uniquement si le transfert en question est conforme aux principes énoncés ci-dessous et ne doit pas être autorisé si ces armes sont susceptibles d'être détournées de leur utilisateur légalement prévu ou réexportées à des fins contraires à ces principes.

Deuxième principe : restrictions expresses

Les États ne doivent pas autoriser de transferts d'armes internationaux qui violent les obligations imposées par le droit international :

- A. Les obligations imposées par la Charte des Nations Unies, qui comprennent:
 - a. les décisions du Conseil de sécurité, telles que celles imposant des embargos sur les armes ;
 - b. l'interdiction de l'emploi de la force ou de la menace d'y recourir ;
 - c. l'interdiction d'intervenir dans les affaires intérieures d'un autre pays.

B. Tout autre traité ou décision auquel l'État est lié, notamment :

- a. les décisions contraignantes, embargos y compris, adoptées par des organisations internationales, multilatérales, régionales ou sous-régionales auxquelles un Etat est partie ;
 - b. les interdictions de transferts d'armes découlant de traités particuliers **auxquels l'État est partie (please change)**, comme la Convention de 1980 des Nations Unies sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques jugées produire des effets traumatiques excessifs ou frapper sans discrimination, et ses trois Protocoles, ainsi que la Convention de 1997 sur l'interdiction des mines antipersonnel.
- C. Les principes du droit international humanitaire universellement reconnus, y compris :
- a. l'interdiction d'utiliser des armes qui sont de nature à infliger des blessures superflues ou des souffrances inutiles ;
 - b. l'interdiction des armes ne permettant pas de faire la distinction entre les combattants et les civils.

Troisième principe : les restrictions basées sur l'emploi ou l'emploi probable

Les États ne doivent pas autoriser de transferts d'armes internationaux lorsque ces armes sont destinées à être utilisées, ou susceptibles de l'être, pour commettre des violations du droit international, y compris :

- A. des violations de la Charte des Nations Unies et des règles du droit coutumier relatives à l'usage de la force ;
- B. de graves violations des droits humains ;
- C. de graves violations du droit international humanitaire;
- D. des actes de génocide ou des crimes contre l'humanité.

Quatrième principe : les facteurs à prendre en compte

Les États doivent prendre en compte d'autres facteurs, y compris l'emploi qui sera probablement fait des armes, avant d'autoriser leur transfert, notamment la réputation du destinataire en matière de respect des engagements et obligations de transparence en matière de non-prolifération, de contrôle des armes et de désarmement. Les États ne doivent pas autoriser les transferts d'armes susceptibles :

- A. d'être utilisés pour lancer ou faciliter des attaques terroristes ;
- B. d'être utilisés pour commettre ou faciliter des crimes violents ou des crimes organisés ;
- C. de nuire à la sécurité ou la stabilité régionale ;
- D. de nuire au développement durable ;
- E. de donner lieu à des actes de corruption ;
- F. d'enfreindre tout autre engagement, décision ou accord international, régional ou sous-régional sur la non-prolifération, le contrôle des armes et le désarmement

auquel seraient parties (please change) les États exportateurs, importateurs ou sur le territoire desquels les armes transitent.

Cinquième principe : la transparence

Les États doivent remettre des rapports nationaux annuels et exhaustifs sur les transferts d'armes internationaux à un registre international qui doit les compiler et publier chaque année un rapport international exhaustif. De tels rapports devraient couvrir les transferts internationaux de toutes les armes conventionnelles, y compris les armes légères.

Sixième principe : des contrôles exhaustifs

Les États doivent établir des normes communes concernant des mécanismes spécifiques permettant de contrôler :

1. toutes les importations et exportations d'armes;
2. les activités de courtage d'armes ;
3. les transferts de capacités de production d'armes ;
4. le transit et le transbordement d'armes.

Les États doivent établir des dispositifs opérationnels pour contrôler les procédures de mise en œuvre et d'examen, afin d'assurer la mise en œuvre de ces principes.

Note

³⁷ Ce groupe d'organisations non gouvernementales comprend : Africa Peace Forum, Amnesty International, Arias Foundation, Caritas International, Friends Committee on National Legislation, Non-Violence International, IANSA, Oxfam International, Project Ploughshares, Saferworld, Schweitzer Institute, Sou da Paz, Viva Rio, et WINAD. Le groupe est conseillé par la Federation of American Scientists et le Lauterpacht Centre de l'Université de Cambridge. Le groupe s'est entendu sur les Principes Généraux comme proposition collective.

© Amnesty International, Réseau d'action international sur les armes légères et Oxfam International, juin 2006

Ce document a été rédigé par Oliver Sprague (Oxfam GB) et Hugh Griffiths (consultant indépendant), avec des remerciements spéciaux pour Brian Wood (Amnesty International). L'utilisation de ce texte dans un but de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche est gratuite à condition que la source en soit dûment citée. Le détenteur des droits d'auteurs demande que tout usage de ce type lui soit notifié afin de pouvoir effectuer une évaluation de l'impact du document. Une permission explicite doit être obtenue pour copier le texte dans d'autres circonstances que celles mentionnées ci-dessus, ou pour le réutiliser dans d'autres publications, ou encore pour le traduire ou l'adapter, dans ces cas il est possible que des droits soient demandés.

Des copies peuvent être téléchargées sur www.controlarms.org

AI Index – ACT 30/011/2006



Amnesty
International

Amnesty International est un mouvement mondial composé de bénévoles qui œuvrent pour le respect des droits de l'être humain, avec plus de 1,5 millions de membres et de sympathisants dans plus de 150 pays et territoires. Amnesty International possède des sections nationales dans 54 pays répartis dans toutes les régions du monde.

E-mail : info@amnesty.org.uk



international action network on small arms

Le Réseau d'action International sur les armes légères (RAIAL / IANSA) est le mouvement mondial contre la violence armée – plus de 500 organisations de la société civile travaillent dans plus de 100 pays pour mettre un terme à la prolifération et à l'usage abusif des armes légères. Le RAIAL cherche à réduire l'impact des armes légères par le biais d'un travail de plaidoyer, en promouvant le développement de réseaux régionaux et thématiques, en soutenant le développement de compétences et en menant un travail de sensibilisation.

E-mail : contact@iansa.org



Oxfam International est une confédération de douze organisations qui travaillent ensemble dans plus de 100 pays pour trouver des solutions durables à la pauvreté et à l'injustice : Oxfam America, Oxfam Australia, Oxfam-en-Belgique, Oxfam Canada, Oxfam Germany, Oxfam Great Britain, Oxfam Hong Kong, Intermón Oxfam (Spain), Oxfam Ireland, Oxfam New Zealand, Oxfam Novib, and Oxfam Quebec.
www.oxfam.org.

E-mail : advocacy@oxfaminternational.org

L'AK-47 : le tueur le plus populaire au monde



La prolifération anarchique des armes

Chaque année, les armes tuent en moyenne plus d'un demi-million d'hommes, de femmes et d'enfants. Des milliers d'autres personnes sont mutilées, torturées ou bien contraintes de fuir leur domicile. La prolifération anarchique des armes attise les violations des droits humains, exacerbe les conflits et intensifie la pauvreté. Il est temps que les dirigeants du monde agissent.

Face à cette crise, Oxfam, Amnesty International, et International Action Network on Small Arms (IANSA le Réseau d'action international sur les armes légères) ont conjointement lancé une campagne pour demander un contrôle efficace des armes afin de véritablement libérer les populations de la menace de la violence armée.

Vous aussi, vous pouvez nous aider à mettre fin à ces violations terrifiantes. Cliquez sur www.controlarms.org et signez la pétition la plus graphique et la plus importante au monde.

www.controlarms.org

